

VISITEZ LONDRES... LA GRENOUILLE... LES LACS ANGLAIS... LE PAYS de SHAKESPEARE... Un programme illustré indiquant les prix et conditions de ces excursions sera adressé gratuitement sur demande à l'Agence Dean and Dawson Ltd 2 et 4, rue Edouard-VII PARIS

Journal de Roubaix

DIRECTRICE: MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

NOS PRIX SONT IMBATTABLES! Ventes vous-même cette vérité éclatante. VOYEZ nos NOUVEAUX MODELES D'ÉTÉ AU SOLDEUR 25 à 35, rue Pierre-Molle ROUBAIX

BILLET PARISIEN

Le Gouvernement en face du plan Hoover

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL.)

PARIS, 25 JUIN (Minuit). Le Conseil des Ministres qui s'est tenu samedi matin à l'Élysée a été consacré en majeure partie à la discussion du projet de désarmement présenté par le président Hoover. Le Conseil a été unanime à le juger inacceptable pour notre pays dans l'état actuel de l'organisation de la sécurité.

Dans les déclarations que M. Herriot a faites à la presse à l'issue du Conseil, et que nos lecteurs trouveront d'autre part, le chef du Gouvernement insiste avec raison sur l'une des lacunes les plus graves du plan américain: le cas d'une coalition entre nations également intéressées à détruire l'ordre existant, n'y est nullement prévu. L'équilibre de l'Europe serait maintenu si, en face de la France réduite en matière d'armements à la portion congrue, on voyait se dresser des nations comme l'Allemagne, l'Italie et la Russie des Soviets où chacune disposerait d'armements comparables aux nôtres, tant au point de vue de la quantité que de la qualité.

Les effets de nos alliés de l'Europe centrale et orientale, pour qui l'application du plan Hoover signifierait une débâcle militaire complète, ne pourraient, même de très loin, maintenir à niveau égal les deux plateaux de la balance, et encore ne laissons-nous dans ce calcul que les forces militaires officielles. Les forces occultes, dont les trois nations que nous venons de nommer sont précisément très largement pourvues, n'intéressent pas apparemment le président Hoover, qui n'y a même pas fait allusion dans son manifeste. Au d'ailleurs, ces organisations secrètes s'inscrivent par une convention internationale qu'elles ne disparaîtraient pas pour cela. Par le fait même qu'elles sont secrètes, elles échappent à tout contrôle. Quel organisme international pourra-t-il jamais se targuer de supprimer l'activité des troupes bristées, des milices fascistes ou des gardes rouges?

Cet exemple prouve que le plan américain choque en son principe même le bon sens la plus élémentaire. Le désarmement universel serait un très grand bien pour le monde excédé par les menaces des peuples belliqueux et les dépenses qu'entraînent les armements, mais il ne sert de rien de le lamenter tant que tous ne sont pas d'accord. Les effets de nos alliés de l'Europe centrale et orientale, pour qui l'application du plan Hoover signifierait une débâcle militaire complète, ne pourraient, même de très loin, maintenir à niveau égal les deux plateaux de la balance, et encore ne laissons-nous dans ce calcul que les forces militaires officielles. Les forces occultes, dont les trois nations que nous venons de nommer sont précisément très largement pourvues, n'intéressent pas apparemment le président Hoover, qui n'y a même pas fait allusion dans son manifeste. Au d'ailleurs, ces organisations secrètes s'inscrivent par une convention internationale qu'elles ne disparaîtraient pas pour cela. Par le fait même qu'elles sont secrètes, elles échappent à tout contrôle. Quel organisme international pourra-t-il jamais se targuer de supprimer l'activité des troupes bristées, des milices fascistes ou des gardes rouges?

LETTRÉ DE BRUXELLES

Les ouvriers chrétiens et les réparations

(DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER.)

BRUXELLES, 25 JUIN 1932. La Confédération internationale des Syndicats chrétiens vient de tenir à Anvers son cinquième Congrès. Il fut remarquable et on y a constaté un haut souci des intérêts supérieurs de la société, un réel génie à penser ses plaies et l'effort le plus louable pour restaurer les droits de Dieu sans lequel il n'y aura jamais d'action sociale complète.

Naturellement, la question des réparations allemandes a été soulevée. C'est un des points névralgiques du monde moderne. Des Allemands assistaient au Congrès. Fidèles à la tactique de Stresemann, ils en ont fait le sujet de leur intervention, pour conclure — on s'en doute un peu — à la suppression des dettes de guerre. Comme toujours, en pareil cas, les Allemands n'ont pas eu un mot de regret pour les atrocités commises en Belgique. Sur ce terrain qui crée vaineance au ciel, nulle tentative d'apaisement. Nul acte de contrition. Ceux qui espèrent au moins un geste de pitié ou une marque de repentir, ont enregistré une nouvelle et pénible déception.

Deux chefs syndicalistes, un Français, M. Tessier, et un Belge, M. Pauwels, répondirent aux Allemands, avec la plus grande dignité. M. Tessier, tout en soulignant une certaine au sujet des dettes, fit remarquer que l'Allemagne n'avait pas, seule, le droit d'imposer sa volonté et que la France ne pourrait songer à souscrire à la fin des réparations, si les États-Unis ne renonçaient pas aussi à ses créances de guerre.

M. Pauwels approuva cette manière de voir et rappela aux congressistes allemands et autres que le respect des traités était à la base de la vie internationale. Victime de la guerre, la Belgique a droit aux réparations. L'Allemagne, d'ailleurs, a plusieurs reprises, a formellement reconnu ce droit. Au surplus, il serait injuste de décharger le peuple allemand du fardeau des réparations et de l'endosser au peuple belge, qui devrait renoncer, de ce fait, à certains avantages sociaux acquis au prix de longues années de lutte syndicale et politique.

M. Pauwels insista, en terminant, pour que le Congrès s'inspire de ces considérations dans les résolutions proposées. Il obtint gain de cause, comme on peut l'observer dans des congrès internationaux où l'âme belge comme l'âme française reste si souvent incomprise. Mais les ouvriers chrétiens de Belgique ont ainsi, une fois de plus, affirmé que les droits de la charité sociale n'impliquent pas la renonciation aux droits de la justice.

LE CONGRÈS EUCHARISTIQUE DE DUBLIN



De gauche à droite: LE CARDINAL VERDIER, M^{me} ALPHAND, de la légation française à Dublin; LE PRINCE GHICA (Roumanie) et M. ALPHAND.

Dublin, 25 juin. — Au congrès eucharistique, la matinée de samedi, a été consacrée aux enfants.

Plus de cent mille d'entre eux, ont assisté à une messe dite à leur intention, à midi, à Phoenix-Park, les fillettes étaient en communiante, les garçons en pantalon blanc. Ils arborèrent des fanions aux couleurs pontificales.

Un détachement de soldats défila devant l'autel et l'encensier, au garde à vous. Pendant la cérémonie, le légal du r'ape officia avec accompagnement de plain chant.

M. Edouard Herriot a exposé l'état des négociations internationales

Paris, 25 juin. — Venant de Lausanne, M. Edouard Herriot, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, est arrivé à Paris à 7 h. 18, par la gare de Lyon.

Il était accompagné de MM. Julien Durand, ministre du Commerce, et Pagnon, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères.

Il a été reçu sur le quai de la Gare, par MM. René Renoult, ministre de la Justice; Daladier, ministre des Travaux publics; Chauliamps, ministre de l'Intérieur; Sarrault, ministre des Colonies; Queuille, ministre des P.T.T.; Justin Godard, ministre de la Santé publique; Marchandau, sous-secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil; Jarsol, sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur; Chippole, préfet de police; Renard, préfet de la Seine; Thome, directeur de la Sûreté générale; Bolzert, directeur du cabinet du président du Conseil; Domenge, chef adjoint du cabinet; Coldebœuf, chef du secrétariat particulier, et par le haut personnel de la Compagnie du P.-L.-M.

M. Herriot, aussitôt sorti de la gare, est monté dans son automobile avec MM. René Renoult et Marchandau.

Il s'est fait conduire immédiatement au ministère des Affaires étrangères.

Le Conseil des ministres

Les membres du Gouvernement se sont réunis ce matin, à l'Élysée, sous la présidence de M. Albert Lebrun. M. Germain-Martin, ministre des Finances, retenu à Lausanne, et M. Paul Painlevé, encore souffrant, n'assistèrent pas au Conseil. La délibération des ministres commença à 10 heures, s'est prolongée jusqu'à 13 h. 20.

M. Edouard Herriot, président du Conseil, a fait à ses collègues un exposé complet de l'état des négociations en cours à Lausanne.

M. Paul-Boncour, ministre de la Guerre, a rendu compte au Conseil des entretiens de Genève, ainsi que des déclarations apportées par lui, au nom de la France, à la Commission Générale de la Conférence du Désarmement au sujet de la proposition du président Hoover.

Il a communiqué au Conseil un télégramme qui vient de lui être adressé à ce sujet par M. Stimson, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères des États-Unis d'Amérique.

Le Conseil des ministres a approuvé la délégation française et l'a invité à continuer à rechercher, dans l'ordre des mesures concrètes qui sont actuellement l'objet des conversations de Genève, la solution des problèmes posés par le vœu exprimé par le président des États-Unis.

Déclarations de M. Herriot

Après le Conseil des ministres à son retour du Quai d'Orsay, M. Edouard Herriot, président du Conseil, a fait aux représentants de la presse les déclarations suivantes:

Nous avons rendu compte à nos collègues des choses importantes qui se sont passées ces derniers jours à Lausanne et à Genève.

Pour la fameuse entrevue de Morges, je ne dirai qu'un seul mot: deux vues se sont croisées. Les raisons de notre attitude? Quand nous sommes arrivés, je le répète, le mardi de l'autre semaine, à la conférence du désarmement, quelle était la position? Le jour même, le bureau de la conférence recevait en dépôt les rapports des commissions techniques et l'on constatait que ces rapports étaient tous divergents, sauf un, celui de la commission de la guerre bactériologique, chimique, des bombardements aériens et des lance-flammes, d'où une question très grave se posait: l'avenir même de la conférence, et il n'était pas exagéré de dire que c'était là une question de vie ou de mort pour les négociations genevoises.

C'est à ce moment qu'en plein accord avec nos amis anglais, nous avons décidé de négocier ce jour-là. Les Anglais et nous, nous sommes concertés et nous

Le nombre des chômeurs augmente dans le Nord

Le « Journal-Officiel » publie les renseignements suivants:

Le chômage total ou partiel persiste dans la plupart des industries et, d'autre part, le nombre des chômeurs augmente à légèrement augmenté cette semaine.

Les 70 fonds en activité allouent des secours à 29.843 chômeurs (24.642 hommes et 5.201 femmes) répartis: 4.469 à Lille, 3.861 à Roubaix, 1.975 à Tourcoing, 1.069 à Wattrelos, 858 à Dunkerque, 881 à Douai, 657 à Croix, 605 à Halluin, 480 à Armeuilles, 472 à Fourmies, 464 à Sallambert, 400 à Caudry, 389 à Maubeuge, 341 à Hellemmes, 308 à Lomme, 250 à Hautmont, 234 à Haubourdin, 232 à Denain, 242 à Valenciennes, 227 à Vieux-Condé, 233 à Wasquhal, 227 à Cysoing, 215 à Loos, 203 à Runcq, 204 à La Madeleine et 4.000 dans 44 autres fonds; en outre, 6.404 chômeurs sont secourus par le fonds départemental.

La semaine dernière, on comptait 27.078 chômeurs secourus, soit pour cette semaine une augmentation de 135 unités.

On compte, en outre, 2.616 chômeurs secourus par 24 bureaux de bienfaisance, dont 863 à Roubaix, 755 à Lille, 190 à Saint-Amand, 489 à Dunkerque et 628 par 20 autres bureaux.

En ce qui concerne le chômage partiel, les caisses spéciales ont alloué cette semaine des secours à 4.302 ouvriers (3.029 hommes et 1.273 femmes): 680 à Saint-Amand, 447 à Aimeuilles, 256 à Halluin, 235 à Hautmont, 198 à Maubeuge, 164 à Fourmies et à Onhain, 130 à Dunkerque, 128 à Loos, 112 à Vieux-Condé, 442 dans 15 autres caisses et 1.346 par le fonds départemental.

A Dunkerque, 550 dockers en chômage intermittent et 185 marins en chômage complet reçoivent des allocations des caisses spéciales.

L'autre part, 35 caisses de chômage annexées aux syndicats ouvriers, dont plusieurs appartiennent aux industries textiles, allouent des secours à leurs adhérents.

Le total des chômeurs secourus est de 23.244 (13.864 hommes et 9.380 femmes) en chômage complet et de 3.627 (1.898 hommes et 1.729 femmes) en chômage partiel. Le chômage partiel est de deux jours par semaine pour 1.883 ouvriers et ouvrières, de trois jours pour 1.123 de quatre jours, pour 486 et de cinq jours pour 185 ouvriers ouvrières.

UNE MONARCHIE CONSTITUTIONNELLE AU SIAM

Washington, 25 juin. — Après une courte insurrection militaire, le roi de Siam a accepté les conditions du Gouvernement provisoire aux termes desquelles il devient chef d'une monarchie constitutionnelle.

La nouvelle de cette acceptation, par le souverain, a été accueillie avec enthousiasme par la population.

La Reine des Belges à Paris

Paris, 25 juin. — La Reine des Belges et M. Albert Lebrun, président de la République, ont assisté, cette après-midi, au théâtre des Champs-Élysées, à un félicité consacré à Chopin.

C'est l'ancien président de la République polonaise, M. Paderewski, qui connaît ce félicité de piano dans la recette sera versée aux œuvres de la fondation Foch.

Le voyage du Président de la République à Caen

Paris, 25 juin. — Le Conseil des ministres a désigné M. de Monzie, ministre de l'Éducation nationale, et J. Godart, ministre de la Santé publique, pour accompagner le président de la République dans le voyage que celui-ci doit effectuer à Caen, les 9 et 10 juillet, à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Université de cette ville.

UN IMMENSE INCENDIE A PORT-D'ESPAGNE

Port-d'Espagne (Trinité), 25 juin. — La ville entière de Port-d'Espagne a failli être détruite par un incendie qui a éclaté, aujourd'hui, vers une heure du matin, le feu a pris dans un pâté de maisons du quartier des affaires, qui comprend les ministères, la trésorerie, la caisse d'épargne et l'entrepôt gouvernemental des spiritueux. Tout ne fut bien-tôt qu'un brasier, seules les caves de la trésorerie sont demeurées indemnes.

Un condamné à mort, après avoir signé son pourvoi en cassation, se désiste. Le 25 juin. — A minuit, expirait le délai de trois jours francs permettant à Raoul Habas, condamné à mort par les Assises des Hautes-Pyrénées pour assassinat de la petite Ascension Ozario, à se pourvoir en cassation. Après avoir signé, à 18 heures, son pourvoi, Raoul Habas revenait sur sa décision et se désistait.

Le conflit s'aggrave entre la Bavière et le Reich

Il n'est pas douteux que la situation intérieure en Allemagne est devenue critique.

Le conflit avec la Bavière, loin de s'apaiser, comme l'espéraient les milieux gouvernementaux de Berlin, a pris une tournure aiguë. Le Gouvernement bavarois maintient son droit de prendre toutes les mesures qui lui paraissent nécessaires pour assurer l'ordre public, et refuse de suivre l'exemple du Gouvernement central, en ce qui concerne la liberté de manifester en plein air et le port de l'uniforme des organisations hitlériennes.

Il faut donc prévoir que le Gouvernement du Reich promulguera, au début de la semaine prochaine, un nouveau décret-loi qui réglera cette question d'une façon uniforme pour toute l'étendue du territoire du Reich et qui réduira les prérogatives des États en matière de police.

Les milieux nationalistes et nationaux-socialistes usent de toute leur influence auprès des cercles gouvernementaux pour décider le Gouvernement à prendre des mesures très énergiques.

M. Held, président du Conseil bavarois, a déclaré samedi à la Diète bavaroise que le Gouvernement de Munich avait décidé, à l'unanimité, qu'il ne pouvait déferer, pour des raisons juridiques et techniques, à la demande du ministre de l'Intérieur du Reich, tendant à la levée de l'interdiction du port de l'uniforme des partis politiques en Bavière.

D'autre part, une petite guerre civile écumante sévit à Berlin et en plusieurs autres endroits du Reich, notamment dans la Ruhr et la Rhénanie. Les déclarations se renouvellent chaque soir des quartiers ouvriers. De véritables combats s'engagent entre adversaires politiques de droite et de gauche. On tente de dresser des barricades dans les rues; on échange des coups de feu.

La police ferme les rues, met en actions des automobiles blindées et les mitrailleuses sont prêtes à fonctionner en cas de besoin. Le bilan de ces émeutes quotidiennes se traduit par un nombre élevé de morts et de blessés et par de nombreuses arrestations.

On signale, vendredi soir, trente blessés, à la suite d'une rencontre entre plusieurs centaines de communistes et de racistes, à Dortmund, et les rapports de police enregistraient au moins une dizaine d'engagements locaux dans différents endroits de Berlin.

Il en résulte une atmosphère de nervosité et de tension qui peut devenir dangereuse, d'autant plus que les partis politiques extrémistes s'accroissent et s'aggravent de provocation, mais ne font rien pour calmer les esprits. Une déléguation du groupe raciste de la Diète prussienne s'est rendue auprès du ministre de l'Intérieur du Reich pour lui demander de mettre un terme à la tentative communiste de réunir les nationaux-socialistes déclarant déclinier la responsabilité des événements qui pourront s'ensuivre.

D'après une communication de source raciste, le ministre de l'Intérieur, le baron von Gahl, aurait promis de prendre immédiatement des mesures contre les communistes.

Il aurait, en outre, donné l'assurance que la levée de l'interdiction de manifester en plein air serait décidée pour toute l'Allemagne jusqu'à mercredi prochain.

Un étudiant polonais de l'Université de Lille émet de faux-mandats-cartes pour en toucher le montant

Il est arrêté

Un étudiant polonais nommé Natul Rudzik, 20 ans, demeurant à la Maison des étudiants, porte de Valenciennes, s'est fait arrêter samedi matin dans le bureau de poste de la Bourse, où il tentait de se faire verser une somme de 18.300 francs, montant d'un mandat qu'il avait falsifié.

Nous ne dévoilerons pas comment Rudzik parvint à établir un faux mandat. Hétons-nous d'ailleurs de dire que, si le document pouvait à un profane, sembler parfaitement imité, il devait éveiller immédiatement les soupçons de tout employé des postes polonais qui aurait été informé du danger et l'escroc ne pourrait compter que sur une distraction pour encaisser indûment la somme rondelette que représentait le mandat. Disons-le à l'égo du l'employé qui eut en vain le carré de papier jaune, la distraction ne se produisit pas et quelques secondes, la direction fut informée du danger sans que l'escroc s'en doutât.

Ce fut M. Mathurin Spay, inspecteur des P.T.T. qui fut chargé de le faire arrêter. Il avertit M. Sabaterie, chef de la Sûreté qui, aussitôt, envoya sur place deux de ses agents. Ayant reçu les instructions nécessaires, ces derniers vinrent se poster, sans attendre, l'attention dans le hall du bureau, à proximité du guichet devant lequel Rudzik attendait.

L'employé qui était au guichet agit avec Rudzik comme si ce dernier avait personnellement un mandat en bonne et due forme, mais au moment de verser l'argent, il fit le signal convenu et les inspecteurs procédèrent à l'arrestation. L'étudiant polonais ne résista nullement; il était d'ailleurs inutile. De bon air, il suivit les inspecteurs qui l'amenèrent dans le réfectoire de la Sûreté où M. Sabaterie l'interrogea.

Rudzik ne tenta pas de se disculper et il raconta à M. Sabaterie, ainsi qu'à M. Loyer, comment il avait émis son mandat.

Si cette escroquerie d'un nouveau genre avait réussi, Rudzik en aurait tiré un autre plus important, car on trouva, en effet, sur lui un autre faux mandat représentant un valeur de 27.000 francs.

Après cet interrogatoire, M. Sabaterie a procédé à une perquisition dans le chambre de Polonais. Ce dernier a été photographié, mesuré, puis déferé au parquet.

Une ville du Mexique est rasée par un tremblement de terre

Olima, 25 juin. — La ville de Cuyatlan, abandonnée mercredi, à la suite d'un séisme qui a fait environ cent victimes, a été complètement rasée par une deuxième secousse survenue hier. Il n'y a cependant pas eu de victimes. Le gouvernement fédéral a envoyé pour les sans-abris un millier de tentes appartenant à l'armée.

Le projet rectificatif du budget

comporte pour près de trois milliards de compressions de dépenses

Paris, 25 juin. — Le projet financier rectificatif du budget en cours, que vient de préparer M. l'alméide, vise des compressions de dépenses qui atteignent près de trois milliards, dont notamment 1.500 à 1.600 millions sur les dépenses militaires, environ 800 à 900 millions pour le ministère de la Guerre, 400 millions pour l'Air et 300 millions pour la Marine.

M. Albert Lebrun parrain du seizième enfant d'une famille de Seine-Inférieure

Rouen, 25 juin. — Les époux Cottin, habitant à Contre-Moulins (Seine-Inférieure) viennent d'avoir leur seizième enfant. Le président de la République a accepté d'être le parrain du nouveau-né.

L'Allemagne va-t-elle proposer une réduction de ses dettes privées?

Lausanne, 25 juin. — La nouvelle de Berlin annonçant que l'Allemagne proposera incessamment une réduction de ses dettes privées est louguement commentée dans les milieux de la Conférence de Lausanne.

Il parait bien que cette publication ait quelque peu gêné la délégation allemande à Lausanne, car ses porteurs, parole font dire que l'Allemagne n'a nullement l'intention de soulever cette question.

Néanmoins, aucun élément officiel n'a été publié du côté allemand et, d'autre part, certains organes de presse étrangers, comme la « Nouvelle Gazette de Zurich », rappellent qu'il y a huit jours, le chancelier du Reich, M. von Papen, avait déjà, dans une déclaration, fait allusion à l'éventualité d'un ajustement des dettes privées de la Reich, au cas où la situation ne s'améliorerait pas rapidement.

L'impression demeure donc que les dirigeants allemands ont véritablement songé à recourir à cette mesure financière.

La translation à Cocherel des restes de M. Briand

Paris, 25 juin. — A la suite de la conférence tenue au ministère de l'Intérieur, au sujet de la translation, des restes d'Aristide Briand, des délégués du ministère de l'Intérieur et du sous-secrétaire d'Etat aux Beaux-Arts, se sont rendus, à Cocherel, pour étudier, aux côtés du préfet de l'Eure et de la sous-préfecture locale, dans quelles conditions se déroulerait la cérémonie.

Le corps d'Aristide Briand sera transféré, dimanche matin, trois juillet, au cimetière de Passy à Cocherel, par un corbillard automobile, la cérémonie funèbre aura lieu, au cimetière de Cocherel, dans l'après-midi.

La musique de la Garde républicaine participera à la cérémonie.

Pour répondre au désir d'extrême simplicité exprimé par la famille et par la société des amis d'Aristide Briand, un seul discours sera prononcé par M. Herriot, président du Conseil.

Un torrent d'eau et de pierres dévaste plusieurs villages en Maurienne

(Wide World photos.)



Une catastrophe s'est produite en Maurienne, notamment à Argentine, qui se trouve située au pied du massif de la Lozière. Un torrent d'eau et de pierres a dévasté le village. Les dégâts sont évalués à trois millions et soixante personnes sont sans abri, leurs maisons ayant été emportées par le courant.

LA JOURNÉE DES DRAGS A AUTEUIL

(Photo Keystone.)



Le mail-coach de M. Hector Franckomme aux Champs-Élysées. Le Prix des Drags, steeple-chase de 4.500 mètres, est aussi un grand tournoi de la mode et de la contenance parisiennes. Auteuil est de nombreux mail-coaches caractérisant la Journée des Drags. Aujourd'hui, ils ont disparu. Seul M. Hector Franckomme a maintenu la tradition avec son cortège d'invités.